



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Administration de la gestion de l'eau

Direction
Référence : EAU/AUT/16/0110
Dossier suivi par : Service autorisations - LT
Tél. : 24556-920 (08:30 – 11:30)
E-mail : lynn.thiery@eau.etat.lu

P13-115-53	
Goblet Lavandier & Associés Ingénieurs-Conseils S.A.	
Entrée:	13 OCT. 2016
Distribué:	BOR

Goblet Lavandier & Associés S.A.
B.P. 2125
L-1021 Luxembourg

Esch-sur-Alzette, le 11 OCT. 2016

Requérant : Site Industriel S.A.

Objet : Réalisation des infrastructures d'assainissements dans le cadre de la construction et de l'exploitation des halls industriels SISA dans la zone industrielle à Foetz

Localité : Foetz

Commune : Mondercange

Madame, Monsieur,

Par la présente je vous envoie la décision ministérielle. Veuillez noter qu'en date de ce jour une copie de la décision ministérielle a été transmise à l'Administration Communale de Mondercange afin de procéder à l'apposé du certificat prévu à l'article 24, § 2 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau.


Olivier Jeitz
Chef du Service Autorisations

Annexe :

- Décision ministérielle
- Documents vérifiés



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

La Ministre

Autorisation N°: EAU/AUT/16/0110

La Ministre de l'Environnement,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 8 février 2016 présentée par Goblet Lavandier & Associés S.A, 17, rue J.P. Sauvage, L-2514 Luxembourg, au nom de Site Industriel S.A, 31, rue d'Eich, L-1461 Luxembourg, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la réalisation des infrastructures d'assainissements dans le cadre de la construction et de l'exploitation des halls industriels SISA dans la zone industrielle sur un terrain au lieu-dit « Rue de l'Industrie » à Foetz, inscrit au cadastre de la commune de Mondercange, section C de Foetz, sous le numéro 222/1128 ;

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

La société Site Industriel S.A est autorisée à réaliser des infrastructures d'assainissement dans le cadre de la construction et de l'exploitation des halls industriels SISA dans la zone industrielle à Foetz, selon les conditions suivantes :

Conditions générales

1. Les travaux projetés doivent être réalisés selon les documents annexés, tels qu'ils ont été approuvés.
2. Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi qu'à compromettre leur conservation et leur écoulement.
3. Les sols des ateliers et des locaux techniques peuvent être dotés d'un siphon, à condition de stocker les substances dangereuses séparément dans des cuves de rétention.
4. Le stockage de produits dangereux doit se faire sur des cuves de rétention et dans des locaux sans connexion aux égouts.

En ce qui concerne la gestion des eaux pluviales et des eaux usées

5. Les canalisations des eaux sur le site sont à réaliser en système séparatif avec des regards séparés pour les eaux pluviales et les eaux usées avant leur raccordement au domaine public.
6. Seules les eaux pluviales sont à raccorder à la canalisation des eaux pluviales projetée. Tout raccord des eaux usées ou des eaux mixtes à cette canalisation pour eaux pluviales est interdit.

Bureau:

Adresse postale :
L-2918 Luxembourg

4, Place de l'Europe
L-1499 Luxembourg

Tél. : (+352) 247-86824
Fax : (+352) 40 04 10

7. Les eaux pluviales de toutes les surfaces scellées (toitures, voiries, accès garages, etc.) ainsi que toutes les eaux pluviales issues d'un éventuel drainage sont à raccorder au réseau des eaux pluviales et doivent impérativement passer par un point ouvert avant d'être déversées dans le réseau des eaux pluviales de la zone, qui est équipée d'un bassin de rétention.
8. Le regard EP00010 sera équipé d'une surverse en acier inoxydable et à ciel ouvert, permettant de montrer les eaux pluviales en provenance du site, ainsi que d'une vanne de sécurité sur l'orifice de sortie, permettant de retenir les eaux en cas d'incident.
9. Les eaux pluviales sont ensuite évacuées vers le bassin de rétention à ciel ouvert commun à la zone industrielle nationale.
Ce bassin a un volume de 5 960m³ et est équipé d'une ouverture de fuite Ø 900 mm (DN900) pour un débit de 382.4 l/s.
10. Le point ouvert est à équiper d'une vanne de sécurité permettant de retenir les eaux en cas d'incident.
11. Un accès permanent et sans condition au point ouvert doit être garanti aux services de la commune de Mondercange pour effectuer un contrôle éventuel. L'exploitant reste responsable de l'inspection, de l'entretien, de la surveillance et de la réhabilitation éventuelle. Une convention devra fixer les modalités entre les parties.
12. Les eaux usées du site sont à raccorder à la canalisation des eaux usées existante de la commune, qui est connectée à une station d'épuration biologique existante d'une capacité réservée suffisante.
13. Les canalisations doivent être parfaitement étanches et résister aux actions physique et chimique des polluants éventuellement présents dans les eaux usées.

En ce qui concerne les eaux d'extinction

14. Toutes les dispositions doivent être prises afin d'éviter que les agents d'extinction ne puissent se déverser dans la canalisation publique ou, en général, vers l'extérieur. A cette fin, le raccordement de l'établissement vers la canalisation publique et le milieu naturel doit être bloqué par des vannes s'activant automatiquement par le biais d'un système de détection de feu/fumée. En outre, l'établissement doit être construit et aménagé de façon à ce qu'en cas d'incendie, tous les agents d'extinction puissent être déviés automatiquement et naturellement vers un des bassin(s) de rétention pour eaux d'extinction d'une capacité suffisante.
15. Le(s) bassin(s) de rétention pour eaux d'extinction doit (doivent) être
 - dimensionné(s) de manière à pouvoir recueillir tous les agents d'extinction pouvant se produire lors d'un sinistre;
 - construit(s) de façon (avec les matériaux et revêtements appropriés) à garantir une parfaite étanchéité contre les agents d'extinction, une résistance aux actions physique et chimique de ces agents, ainsi qu'une stabilité suffisante au feu.
16. Les eaux d'extinction et les agents d'extinction retenus dans le(s) bassin(s) de rétention sont à considérer comme des déchets dangereux et sont à éliminer en conformité avec la législation applicable en la matière.

En ce qui concerne les eaux de refroidissement

17. Tous les circuits d'eau de refroidissement devront être du type fermé. Les purges éventuelles des circuits ne doivent pas être déversées dans le réseau des eaux pluviales. Cependant, ces purges peuvent être acheminées vers le réseau de canalisation des eaux usées sous réserve qu'elles ne contiennent pas de résidus de substances à des concentrations toxiques pour la flore et la faune de la station d'épuration biologique, et du milieu aquatique récepteur.
18. L'utilisation d'inhibiteurs de corrosion toxiques ou difficilement biodégradables tels que le chrome, le zinc et les triazols aromatiques, est interdite.

En ce qui concerne la phase chantier

19. Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.
20. Des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les mesures suivantes sont à prendre :
 - Les eaux usées sanitaires doivent, soit être évacuées vers le réseau d'égout public pour eaux usées conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein.
 - Les eaux usées de toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.
 - Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir des substances difficilement biodégradables telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.
21. Toutes les eaux de fouille ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes peuvent être évacuées vers la canalisation pour eaux pluviales de la commune, à condition de ne pas contenir des substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/L. Pour ce faire, il y a lieu d'aménager, le cas échéant, un bassin de décantation de capacité appropriée.
22. Les tonneaux et bidons contenant des produits chimiques doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits stockés et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des produits qu'elle peut contenir. Des matériaux absorbants doivent récupérer d'éventuelles pertes lors des opérations de transvasement. Les matières absorbantes ainsi imprégnées doivent être éliminées en tant que déchets dangereux.

L'Administration de la gestion de l'eau doit être informée du commencement et de l'achèvement des travaux.

L'autorisation devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés

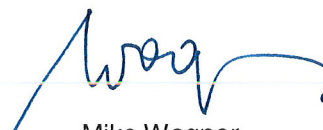
- n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
- ont chômé pendant deux années consécutives ;
- ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
- ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

Cette autorisation couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.

Une copie de la présente sera adressée à l'Administration Communale de Mondercange.

Luxembourg, le - 6 OCT. 2016

Pour la Ministre de l'Environnement



Mike Wagner
Premier Conseiller de Gouvernement

Contre la présente décision un recours est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Documents annexés :

- Dossier de demande d'autorisation selon la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés
- Plan N° 14-003 I17 : Vue en plan - Mise à ciel ouvert de l'eau pluviale